

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 19 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TRIVALIS

31 rue de L'Atlantique
BP 605
85000 La Roche-sur-Yon

Références : D 23.0506

Code AIOT : 0006305096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2023 dans l'établissement TRIVALIS implanté Les Landes Franches 85670 Saint-Christophe-du-Ligneron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVALIS
- Les Landes Franches 85670 Saint-Christophe-du-Ligneron
- Code AIOT : 0006305096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Trivalis exploite une usine de tri mécano biologique des ordures ménagères, une unité de fabrication de combustibles solides de récupération (CSR) à partir de refus de l'usine et de 3 autres usines extérieures, et une installation de stockage des refus de tri de l'usine.

Le contrôle a porté sur les nouveaux équipements de fabrication de CSR (bâtiments, local incendie, unité de traitement de l'air), et sur la zone d'exploitation de l'installation de stockage de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en service de l'unité de fabrication de CSR

- Avancement de l'enfouissement sur l'ISDND

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de traitement CSR	Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 1.1.4	Sans objet
2	Implantation de l'unité CSR	Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 1.1.6	Sans objet
3	Efficacité énergétique	Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 2.5	Sans objet
4	Collecte des effluents atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 2.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Gestion des effluents liquides de la fabrication de CSR	Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 3.2	Sans objet
6	Gestion des déchets alimentant l'unité de fabrication de CSR	Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 4.2	Sans objet
7	Stock tampon de CSR fabriqués	Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 4.3	Sans objet
8	Gestion des non-conformités et des refus de fabrication	Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 4.4	Sans objet
9	Dispositions spécifiques sur les bâtiments de fabrication de CSR	Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 7.1	Sans objet
10	Désenfumage des bâtiments de fabrication de CSR	Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 7.2	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/2009, article 8.6.3	Sans objet
12	ISDND - programme d'échantillonnage et d'analyse	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas montré d'écart important avec les dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2021. La réserve incendie a été modifiée mais pour un volume d'eau légèrement supérieur.

L'inspection a toutefois noté que tous les équipements n'étaient pas encore opérationnels. Le motoréducteur d'alimentation du sécheur doit être modifié pour tenir compte d'un rendement insuffisant de séchage observé. De ce fait, la réception des équipements n'est pas encore effectuée. La mise en service industriel n'interviendra que dans quelques mois. Le mode de fonctionnement actuel génère toutefois des CSR plus humides pour lesquels il manque des filières de valorisation. Un surplus de CSR commence à être dirigé vers de l'enfouissement, ce qui ne correspond pas à la finalité de cette usine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de traitement CSR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 1.1.4
Thème(s) : Autre, Autorisation
Prescription contrôlée : 3532 - (rubrique IED principale) Unité de traitement pour la fabrication de CSR**: 234 t/j
Constats : Selon les informations données par l'exploitant lors de la visite, l'unité de fabrication de CSR réceptionne actuellement 100 % des refus de l'unité de tri mécano biologique, une grosse partie des refus de l'usine de trivalonne et environ 800 tonnes par semaine de refus de l'usine Valor 3E (département 49).

Sa capacité de fonctionnement est actuellement d'environ 200 tonnes par jour, soit une capacité inférieure au 234 tonnes par jour autorisés.
L'inspection a toutefois noté que l'unité de fabrication est toujours en phase de réception industrielle, et que certains équipements ne sont pas encore totalement opérationnels (notamment l'unité de séchage des CSR).
Ce constat est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Implantation de l'unité CSR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 1.1.6

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 1.1.6 - Implantation de l'établissement

Le parcellaire des installations fixé à l'article 1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 18/12/2009 n'est pas modifié.

L'unité de fabrication des CSR est implantée sur la parcelle ZN 9.

Constats :

L'inspection a constaté que l'unité de fabrication de CSR a été implantée et aménagée sur la parcelle ZN9 conformément au dossier de demande d'autorisation.
Ce constat est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 2.5

Thème(s) : Autre, Energie

Prescription contrôlée :

Article 2.5 - Efficacité énergétique

En compléments des dispositions fixées à l'annexe 3.1-IX de l'arrêté ministériel du 17/12/2019, les installations sont conçues et aménagées afin de réduire au maximum la consommation d'énergie non renouvelable. En particulier pour le séchage des CSR, l'exploitant étudie une solution pour utiliser l'énergie résiduelle de l'unité « biochaude » ou des moteurs de cogénération. Cette solution sera tenue à disposition de l'inspection sous un délai de 12 mois.

Constats :

Conformément aux engagements prévus dans le dossier de demande d'autorisation, l'exploitant a bien étudié une solution pour valoriser l'énergie résiduelle issue du biogaz de l'installation de stockage de déchets.

À l'occasion de travaux de voirie, une boucle de recirculation thermique a été installée et est actuellement en attente de raccordement au niveau du sécheur de CSR. Cette boucle sera alimentée par les moteurs de cogénération électriques implantés à proximité des lagunes de l'installation de stockage de déchets.

Sur le sécheur, un échangeur thermique est actuellement en attente du raccordement de cette boucle.



Ce point est jugé conforme, et sera réexaminé à l'occasion d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte des effluents atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Article 2.6 - Collecte des effluents atmosphériques

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi sont aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules.) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants conformément aux normes, où à défaut, aux règles techniques s'y substituant.

(...)

Cet air est dirigé vers une unité de traitement (filtres à manche, laveur acide, biofiltre, etc.). Cette unité est complémentaire de l'unité de traitement de l'air du process TMB.

Constats :

Les différents halls de l'unité de fabrication de CSR sont équipés de canalisations d'aspiration, aidées par des ventilateurs aérauliques.



Les convoyeurs à déchets sont tous capotés et munis également de systèmes de collecte de l'air.



L'air sec est collecté séparément de l'air humide dans 2 canalisations dirigées vers l'unité de traitement de l'air située à l'extérieur.




Ce constat est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des effluents liquides de la fabrication de CSR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Article 3.2 - Gestion des effluents liquides de la fabrication de CSR Le site dispose d'un bassin de récupération des effluents souillés issus du process de fabrication de CSR. Ces effluents sont principalement les eaux issues du biofiltre, les eaux issues du dépoussiérage, et les condensats issus du sécheur. (...)
Constats : L'unité de traitement de l'air dispose d'une cuve enterrée accessible depuis la rétention extérieure. Toutefois, cette cuve n'a pas été ouverte lors de la visite de contrôle. Ce constat est jugé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des déchets alimentant l'unité de fabrication de CSR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 4.2
Thème(s) : Autre, Aménagement
Prescription contrôlée : Article 4.2 - Gestion des déchets alimentant l'unité de fabrication de CSR Les déchets produits par l'unité de tri mécanobiologique du site sont transférés par convoyeur interne vers le hall de réception de l'unité de fabrication de CSR. Les déchets en provenance de l'extérieur sont déchargés sur le sol du hall de réception de l'unité de fabrication de CSR, après être passés par le pont bascule du site (avec enregistrement et traçabilité). Le volume maximum de déchets en amont du process avant reprise vers le process de fabrication de CSR est de 1 100 m³.
Constats : L'inspection a contrôlé le hall de réception des déchets. Un convoyeur à bande assure le transfert des refus de l'usine de tri mécano biologique du site soit directement vers le process de fabrication de CSR, soit sur le sol du hall de réception. Les déchets en provenance de l'extérieur sont déchargés directement sur le sol du hall de réception. Les déchets sont ensuite repris par une chargeuse sur une bande transporteuse. 
Le volume de déchets présent lors de la visite est conforme à l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stock tampon de CSR fabriqués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 4.3
Thème(s) : Autre, Aménagement
Prescription contrôlée : Article 4.3 - Stock tampon de CSR fabriqués

Les CSR fabriqués sont stockés à l'intérieur du bâtiment de fabrication. Selon leur destination, ils sont séparés dans des cases de stockage tampon.

Le volume maximum de stockage de ces CSR est de 1 600 m³. Ces CSR sont évacués régulièrement après vérification de leur conformité prévue par l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 susvisé. Ces CSR doivent être évacués pour traitement vers des installations dûment autorisées à les accepter.

Constats :

L'inspection a visité le hall d'entreposage des CSR fabriqué. Le volume maximum de stockage de CSR fabriqués est limité par les deux cases de stockage tampon.

Lors de cette visite, le volume de stockage tampon était faible.



Ce constat est jugé conforme.

Observations :

L'exploitant a indiqué qu'actuellement les CSR fabriqués n'étaient pas entièrement valorisés et qu'une partie était enfouie. L'inspection rappelle que cette situation exceptionnelle liée au retard de mise en service de l'unité de séchage doit rester limitée dans le temps.

L'exploitant doit transmettre un bilan des tonnages de CSR avec et sans exutoire, les filières d'élimination choisies, et un échéancier portant sur la fin des travaux.

Pour les CSR sans exutoire, l'exploitant doit tenir compte de la hiérarchie des modes de traitement des déchets (alinéa 2° de l'article L541-1.II du code de l'environnement) et doit justifier de cette absence d'exutoire en précisant, en particulier, s'il s'agit d'une insuffisance de capacité de valorisation ou d'une non-conformité au cahier des charges des installations de valorisation (non-conformité qui doit être clairement identifiée).

À défaut d'une valorisation énergétique, les équipements de proximité gérés par le syndicat TRIVALIS doivent en particulier être priorités (ISDND présente sur le site).

En complément, l'exploitant transmettra à l'inspection l'intégralité des analyses prévues par l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 (et non uniquement restreintes à certains paramètres, dont le pouvoir calorifique inférieur, comme dans l'analyse SOCOR « SOC2310-1308 V1 » du 10 octobre 2023 transmise après la visite).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des non-conformités et des refus de fabrication

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 4.4

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 4.4 - Gestion des non-conformités et des refus de fabrication

Tous lots de CSR fabriqués qui ne respectent pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 susvisé sont considérés comme des déchets et doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet. Ces non-conformités font l'objet d'une fiche d'information transmise à l'inspection des installations classées, et sont tracées dans le rapport d'activité annuel.

Le volume maximum de stockage des refus issus de la fabrication de CSR est de 60 m³. Ces refus sont évacués régulièrement vers une installation de stockage de déchets non dangereux.

Constats :

Le hall de stockage des CSR fabriqués dispose d'un emplacement permettant à deux semi-remorques à fond mouvant de stationner pour la collecte des refus liés à la fabrication.



Ce constat est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions spécifiques sur les bâtiments de fabrication de CSR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 7.1- Dispositions spécifiques sur les bâtiments de fabrication de CSR

Chaque zone de bâtiment hébergeant la réception des refus à traiter, la fabrication de CSR et de stockage de CSR sont munis de murs de séparation de type REI 120 destinés à une protection incendie mutuelle (suppression d'une propagation d'un incendie).

La zone de stockage de CSR est de plus équipée de cases de stockage séparées par de murs d'une hauteur au moins égale à la hauteur de stockage des CSR avant leur expédition.

Constats :

La visite a permis de voir la réalisation des différents bâtiments liés à la fabrication et au stockage des CSR. Les différents bâtiments sont séparés par des portes et murs coupe-feu REI120.

Les deux cases de réception des CSR sont également munies de mur de séparation REI120 sur toute leur hauteur.

Ce constat est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Désenfumage des bâtiments de fabrication de CSR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2021, article 7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement

Prescription contrôlée :

Article 7.2 - Désenfumage des bâtiments de fabrication de CSR

Les locaux à risque d'incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou autocommande. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2% de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment où de chacune des cellules de stockage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

La commande manuelle des DENFC est au minimum installée en deux points opposés de chaque cellule. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de chacune des cellules de stockage et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

Les DENFC répondent à la norme NF EN 12 101-2.

Constats :

Les différents halls de l'unité de fabrication de CSR sont équipés en partie haute d'exutoires de fumée dont la superficie semble répondre à la disposition de l'arrêté préfectoral (2% minimale).

Les commandes d'ouverture de ces exutoires de fumée sont disposées à proximité des issues des différents bâtiments.

Ce constat est jugé conforme.

Observations :

L'inspection invite l'exploitant à tenir à disposition un document justifiant de la superficie des exutoires de fumée des bâtiments construits.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2009, article 8.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 8.6.3 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. En particulier, il dispose a minima des moyens suivants :

(...)

- 4 poteaux incendie privés placés autour de l'usine de TMB permettant d'alimenter chacun deux lances incendie à un débit de 60 m³/h. Ces poteaux sont alimentés par un bassin d'un volume minimum de 240 m³ ;

(...)

- un réseau d'extinction automatique est mis en place au-dessus des équipements du hall de tri, et des bâtiments de fabrication de CSR. Ce réseau est alimenté par une réserve aérienne d'eau de 970 m³ minimum ;

- un système de déluge par pulvérisation au niveau de la cisaille et du granulateur dans la fabrication de CSR.

Des moyens de détection incendie sont mis en place :

(...)

- Détecteur de flamme (3IR) au niveau de la cisaille et du granulateur dans la fabrication de CSR

(...)

Constats :

L'inspection a contrôlé en visite la présence d'une réserve d'eau destinée à la défense incendie, d'un local motopompe alimentant les différents moyens incendies présents sur le site, d'un poteau incendie supplémentaire, et d'un réseau d'extinction automatique installé au niveau de l'unité de fabrication de CSR.

La réserve incendie initialement prévue d'un 240 m³ minimum dans un bassin creusé a finalement été réalisée par l'implantation d'une cuve hors sol de 260 m³.



Les détecteurs incendie de type infrarouge mis en place au niveau de la cisaille et du granulateur sont asservis à un système d'extinction automatique directement sur la bande transporteuse capoté.



Ce constat est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : ISDND - programme d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
Thème(s) : Autre, Aménagement
Prescription contrôlée : Article 18 L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné. Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur. (...)
Constats : La zone d'exploitation de l'installation de stockage de déchets est actuellement le casier B6, dont la fin de remplissage est prévue vers le 13 décembre 2023. Le prochain casier qui sera mis en exploitation est le B8 qui a fait l'objet d'une réception par l'inspection le 10 décembre 2020. Les travaux de construction des prochains casiers B10, B12 et B14 sont prévus en 2024. L'inspection rappelle que le programme d'échantillonnage et d'analyse pour leur réalisation devra être transmis au préalable. Ce constat est jugé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite